

CAMBODGE NOUVEAU

1 Juin 1994

Politique Economie Finance

volume 1 numéro 9

BLOCAGES OU LIBERTES

Cher Monsieur Gascuel, vous me faites la courtoisie de m'offrir la place des colonnes de votre Editorial pour vous répondre et je vous en suis reconnaissant. Vous avez écrit, dans votre édition du 15 Mai 1994, tout ce qu'il fallait pour faire fuir les plus courageux des Cambodgiens et les plus téméraires des étrangers. En décourageant ces braves, que restera-t'il ? M. Pol Pot.

Vous écrivez : "On (qui est ce "on" ?) évoque la possibilité d'une guerre civile, d'un coup d'Etat". Je me demande comment vous n'avez pas encore pris place dans le premier avion quittant Phnom-Penh. (...).

Alors que Sa Majesté le Roi et le Gouvernement Royal viennent d'amener les Khmers rouges à la table des négociations, vous écrivez : "ayant échoué à les amener à la table des négociations ...". Vous vous êtes encore trompé.

"Tout est bloqué" dites vous. Auriez vous pu publier votre journal avant la victoire de S.A.R. le Prince Norodom Ranariddh aux élections ? Plus de 40 publications libres existent au Cambodge depuis cette victoire, des routes se reconstruisent, des canaux d'irrigation sont réhabilités,

des centaines d'investisseurs viennent de tous les continents présenter leurs projets car ils croient à l'avenir prospère du Cambodge, la monnaie a été stabilisée, des réformes sont entreprises, il n'y a pas une seule rue de Phnom-Penh où il n'y a pas de construction ou de rénovation de maisons.

En quelques mois seulement, après 23 ans de drames, le Cambodge s'est doté d'une Constitution, de nouvelles institutions, a réintégré les instances internationales desquelles il était exclu, des hommes et des femmes ont retrouvé la liberté de s'exprimer sans crainte, des réformes sont lancées dans tous les domaines.

Il y a un an, jour pour jour, certains Cambodgiens en assassinaient d'autres au nom d'un combat politique. Aujourd'hui non seulement ils se parlent, mais ils gouvernent ensemble. Ce n'est peut-être pas encore parfait, mais ce n'est sûrement pas en vous faisant l'apologue de la désolation que vous les aiderez à retrouver le bonheur depuis si longtemps perdu.

Xavier d'Abzac,
Conseiller du
premier
Premier ministre

interview Charles H. Twining Ambassadeur des Etats-Unis

Que devrait-on faire selon vous au sujet des khmers rouges ? S'ils entrent au gouvernement, pensez-vous que l'on se rapprochera de la paix ?

- Je n'en sais rien. Ce que je sais c'est que les Cambodgiens ont un immense désir de paix, et en même temps ils ont l'immense désir que ce qui est arrivé dans le passé ne se reproduise pas. Pour moi c'est clair. J'entends que le Roi va tenir cette table ronde à Pyong Yang. Je crois que c'est une grande idée. Si cela permet d'arriver à la paix, ce sera dans l'intérêt de tout le monde, y compris le nôtre. Est-ce que ça réussira, personne n'en sait rien.

Si les khmers rouges entrent au gouvernement...

Si les Khmers rouges arrivent au gouvernement, il y aura toujours ce risque, comme on dit, d' "introduire le renard dans le poulailler", ça peut-être dangereux. Mais mon opinion est que seuls les Cambodgiens peuvent décider s'ils veulent que les Khmers rouges entrent ou non au gouvernement. Je pense que c'est risqué; et personnellement je ne le ferais pas, mais ce n'est pas mon pays, c'est celui des Cambodgiens.

S'ils laissent entrer les Khmers rouges mais insistent pour qu' ils intègrent leurs zones au reste du pays, qu'ils intègrent leurs forces aux forces du pays, ce serait tout à fait raisonnable. Certainement. Si les Khmers rouges entrent au gouvernement, nous Américains observerons de près quels postes ils y occuperont. Car notre aide en faveur de ce pays est importante - selon la dernière réunion de l'ICORC, nous venons en troisième pour l'aide au Cambodge, juste après le Japon et la France- et beaucoup de gens chez nous disent "notre aide ne peut pas aller aux Khmers rouges". S'ils entraient au gouvernement, par exemple au ministère de la Défense, ou à quelque poste d'importance concerné par notre aide, je pense que nous aurions quelque problème d'ordre légal dans notre propre pays. Mais encore une fois, c'est aux Cambodgiens eux-mêmes de décider s'ils prennent le risque.

- L'ONU n'ayant pas atteint la partie de sa mission qui consistait à mettre fin aux combats et à désarmer les belligérants, les pays signataires des Accords sont-ils encore responsables de malheurs éventuels au cas où les khmers rouges entreraient au gouvernement ?

- nous serions responsables en tant que membres de la famille des nations. Les Accords de

(Suite page 2)

à l'intérieur ...

Interview Charles H. Twining
Enquête sur les banques
Libre propos d'un diplomate

pages 1-2-3-4
pages 5-6-8
pages 8

A PROPOS ...

douanes : recettes stables

Non, il n'y a pas de chute spectaculaire des recettes douanières, dit-on à la Direction des Douanes. Pour le mois de mai, elles avoisineront 22 milliards de riels, un chiffre très voisin de celui d'avril, qu'il faut comparer à celui d'avril 1993 : 9 milliards de riels. Les progrès sont spectaculaires.

L'interdiction d'exporter du bois à partir du 31 mars a diminué le volume total des exportations mais l'incidence sur les recettes (le bois était taxé à 10 % de sa valeur), n'est pas très forte : la bière, taxée à l'importation à 50 %, les voitures 50 % également, les cigarettes, les carburants etc ... assurent le principal des entrées.

L'arrêt de la progression des recettes douanières en mai s'explique par les événements militaires : Poipet est fermé, et le trafic sur la route 5 diminue en conséquence.

Une autre évolution : le taux de réexportation diminue, par exemple l'électronique transite moins vers le Vietnam, parce qu'il commence à exister une production locale, sous l'effet des investissements étrangers.

En revanche, le trafic augmente dans le sens Vietnam-Cambodge : le Pesi-Cola vietnamien, le glutamate de sodium, ... entrent davantage au Cambodge.

Il est probable que les recettes douanières continueront à augmenter, mais à un rythme plus faible que par le passé.

affaire TOTAL (suite)

Le différend entre Total et le gouvernement cambodgien au sujet du projet de joint venture Total-CKC (Compagnie Kampuchea des Carburants) va être porté devant le Comité de Développement du Cambodge (CDC). Cette instance supérieure va trancher un litige qui risque de pousser Total à quitter le Cambodge (voir *Cambodge Nouveau* n° 8). Lassée d'attendre la signature du contrat, cette société, qui prévoyait de consacrer 4,5 millions de dollars au stockage et à la distribution de carburants dans le pays, a allégé ses effectifs : un expatrié sur les 5 est parti, les autres auront des missions dans la région, au Vietnam notamment.

En attendant la décision du CDC, la société ne ferme donc pas ses portes. Elle conserve deux activités : la distribution de lubrifiants, et la

(Suite page 5)

(Suite de la page 1)

Paris ont été un succès sur beaucoup de points, ils ont échoué sur d'autres comme vous l'avez mentionné, mais pour l'essentiel, c'est maintenant fini, l'affaire est close. Les Cambodgiens ont maintenant pris leur pays dans leurs propres mains, et il me semble que nous devons maintenant les soutenir dans leur exploration de la démocratie, nous pouvons leur donner des conseils s'ils nous en demandent, mais nous ne pouvons pas leur dicter au nom de nos responsabilités supposées ce qu'il faudrait faire. C'est leur pays, ils en sont responsables.

- juste avant de décider la réunion de Pyong Yang, le gouvernement a dit qu'il demandait des armes à divers pays. L'a-t-il vraiment fait ? L'ambassadeur de France M. Le Lidec m'a dit que le gouvernement français n'avait été saisi d'aucune demande officielle.

-M. Le Lidec a raison, les Cambodgiens n'ont adressé à aucun de nous de demande officielle concernant des armes. Mais le Premier ministre a demandé au ministre des Affaires étrangères de parler à certains de nous de leurs besoins, et le ministre l'a fait. C'est sur cette base que certains pays examinent cette demande. Autant que je sache, personne n'a encore pris de décision.

- nous sommes entre deux choix : négocier davantage, ou combattre davantage ...

- aucune décision ne sera prise avant que l'on connaisse les résultats de Pyong-Yang.

Il est clair après ce qui s'est passé le mois dernier sur la route 10 dans la province de Battambang dans les semaines passées que les forces armées ont un besoin désespéré de réformes internes. Il y a trop de soldats sur les listes d'enrôlement, L'armée a besoin d'être réentraînée dans un

large mesure, il faut éliminer la corruption, nous le savons tous.

Je pense quelquefois que si des pays amis du Cambodge peuvent aider les Cambodgiens à se réentraîner, c'est très bien, mais avant tout, c'est aux Cambodgiens d'assumer leurs responsabilités, de nettoyer leurs forces armées, ni la France ni les Etats-Unis ne le feront pas à leur place. S'ils ont la volonté de faire le nettoyage, nous pourrions alors envisager ce que nous ferons en échange. C'est à eux de prendre la décision les premiers de faire le nettoyage.

des armes pour le Cambodge ? D'abord de l'ordre

- en ce moment, tout va mal : non seulement dans le domaine militaire, mais la démocratie semble s'affaiblir : il y a beaucoup de partisans, même au sein de l'Assemblée, de donner tous les pouvoirs au roi; le travail de l'Assemblée a été longtemps bloqué par des disputes entre les partis; l'économie ne va pas bien, les investisseurs n'arrivent pas ... Est-ce passager à votre avis ? Ou bien le Cambodge commence-t-il à sombrer de nouveau ?

- Sûrement pas. Je pense que le Cambodge continue à aller de l'avant. Je crois que cette expérience de la route n° 10 a conduit les gens à réaliser qu'ils ont une sérieuse opération de nettoyage à mener dans le domaine militaire. Mais je ne crois pas que ça signifie que le Cambodge est près de tomber en morceaux.

Pour la répartition des pouvoirs entre l'Assemblée et le Roi, il n'appartient pas à nous étrangers d'en décider.

Mardi dernier j'ai présenté mes lettres de créance au Roi pour

la seconde fois, et je lui ai dit à quel point je suis admiratif de son engagement en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Il me l'a confirmé : "oui, j'y suis étroitement attaché", et je suis convaincu qu'il dit vrai, qu'il tient à ce que tout ceci aboutisse à un succès, qu'il souhaite rester dans l'histoire comme celui qui a apporté la paix, la démocratie et les droits de l'homme au Cambodge.

La question de la réintégration du prince Chakrapoong et de M. Sin Song dans l'assemblée est une question interne, elle n'est pas pour nous étrangers. Nous devons réaliser que quelquefois les Cambodgiens ne travaillent pas selon les calendriers occidentaux, mais encore une fois, c'est là leur décision. J'ai été très content qu'ils adoptent leur loi d'organisation cette semaine. Je crois que les débats ont duré 32 heures au total, ça a été une longue discussion, on a pu le voir soir après soir à la télévision. Je remarque que : 1) c'était bien la démocratie, les gens ont dit ce qu'ils pensaient, au moment de donner forme aux lois de leur pays; et 2) ils travaillaient sur quelque chose qui n'était pas "sexy", mais quelque chose d'essentiel pour le futur développement du pays. Je crois que c'est un bon signe.

Autre chose : l'autre jour, il y a eu un coup de filet sur une équipe de contrebandiers à Sre Ambil. C'est encore un signe de leur sérieux. La semaine dernière, j'ai été à Sihanoukville pendant deux jours. J'ai parlé avec le gouverneur sur ce que l'on tente de faire pour résoudre les problèmes de sol par exemple : les mesures à prendre pour récupérer les terrains le long des plages occupés par des squatters.

Tout ceci ne montre pas un pays tombant en morceaux, mais au contraire le sérieux avec lequel ce pays s'efforce de faire de cette expérience un succès. Je crois que tout ceci est

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

honorables.

Les gens disent que le FUN-CINPEC est divisé au point de rupture. Les gens parlent sur le CPP. Mais ils parlent plus qu'il n'y a de réalité. Vraiment. Je reviens d'un déjeuner avec des gens du CCP, du PLDB et du FUN-CINPEC et j'ai constaté les relations aisées qu'ils ont entre

Oui, je crois que cette expérience va marcher

eux. Voilà une chose qui fait dire : "oui, ces gens peuvent travailler ensemble".

Il y aura encore quantité de problèmes. Les khmers rouges feront encore bien des choses à Kampot, ou à Preah Vihear, ou à Battambang; mais d'un autre côté je crois que cette expérience peut marcher, avec le soutien du roi, avec l'excel-

lente entente entre les deux Premiers ministres, mais bien sûr cela demande un effort tous les jours. Je crois que cela marchera.

- *pensez-vous que le Cambodge va bientôt obtenir la clause de "la nation la plus favorisée" ?*

- Oui, certainement.

Nous avons négocié un accord commercial avec le Cambodge en février, et les juristes à Washington ont dit il y a deux ou trois semaines que ça se présente bien. Nous avons donc présenté le document final aux Cambodgiens il y a deux ou trois semaines et le paragraphe 1 de ces accords dit que le Cambodge obtiendra le MFN "Most Favoured Nation treatment". Les Cambodgiens, principalement parce que les gens se préparent pour le sommet de Pyong Yang, n'ont pas encore répondu, mais ils le feront certainement. Il n'y aura plus qu'une étape après cela, c'est l'approbation du Congrès. Il

n'y a aucune opposition au sein du Congrès, tout le monde est d'accord, la seule question est "comment allons nous prendre la décision", peut-être en même temps que d'autres décisions, ce n'est qu'un problème technique. Donc ce devrait être rapide. Le Congrès sait que notre gouvernement souhaite que cela aille vite.

- *pensez-vous que cela fera un vrai changement pour le Cambodge ? Qu'il aura ainsi un avantage comparé au Vietnam ?*

- Je crois que ça l'aidera, parce que le Cambodge sera le seul des anciens pays de l'Indochine à bénéficier du MFN. Pour les pneus de bicyclette par exemple : le Cambodge et le Vietnam en fabriquent tous les deux. Les pneus du Cambodge entreront aux Etats-Unis avec des droits de douane très faibles, ou nuls, alors que les pneus vietnamiens paieront des droits plus élevés. Tout dépendra de ce que le Cambodge décide d'exporter vers

les Etats-Unis, et aussi de ce que les Etats-Unis décideront

la clause de la nation la plus favorisée c'est pour bientôt

d'exporter vers le Cambodge. Autre exemple : pour l'instant, ce n'est pas un secret que beaucoup de poisson séché du Tonlé Sap va aux Etats-Unis, mais à travers la Thaïlande, et sous le label "made in Thailand". La Thaïlande profite elle-même du MFN. Il y a là une perte importante pour le Cambodge. Le poisson cambodgien devrait entrer directement aux Etats-Unis en bénéficiant grâce au MFN de droits très faibles, ou nuls. Donc oui, je crois que cela sera une aide. Et j'espère que le gouvernement cambodgien va répondre

(Suite page 4)

L'Amboise

Pour vos repas d'affaires, le Restaurant "L'Amboise" vous propose les spécialités gastronomiques du Chef Didier Corlou dont voici quelques exemples :



Chef Didier Corlou

L'avocat tiède et espadon fumé

Le ragout de pleurottes à la crème de foie gras

La rosace de coquilles Saint-Jacques au Noilly et persil frit

La paupiette de ris de veau aux écrevisses

Les larmes de L'Amboise aux pistaches

Cuisine aux herbes fraîches avec les meilleurs ingrédients.

Pour vos réservations, appelez le 26288 ext: 7075



Hotel Sofitel Cambodiana
P H N O M P E N H

(Suite de la page 3)

bientôt, soit pour signer l'accord, soit pour faire un nouveau changement, mais lors de notre dernière rencontre nous avons bien expliqué nos positions respectives, il ne devrait donc pas y avoir de change-

l'ambassade va ouvrir un bureau d'expansion économique

ments nouveaux, ou très peu.
- pensez-vous que le Vietnam va progresser nettement plus vite, maintenant que l'embargo est levé, au détriment du Cambodge ?
- je n'ai pas d'informations particulières sur le Vietnam, mais je pense que le Cambodge a deux atouts : 1) une main d'oeuvre abondante et bon marché; 2) une situation géographique idéale, entre deux grands marchés. Si j'étais un investisseur, je chercherais probablement un endroit au Cambodge pour installer une fabrique ou une usine pour exporter vers le Vietnam, vers la Thaïlande, vers la Malaisie.

Pour l'instant il est vrai que les investisseurs sont quelque peu inquiets de l'insécurité. Mais quand les hommes d'affaires viennent ici, ils disent "mais l'insécurité n'est pas si grave que cela !". On s'aperçoit que leurs craintes viennent de la situation au Preah Vihear, et ils réalisent que c'est loin, que la situation n'a rien à voir avec celle par exemple de l'est du pays. Il faut venir voir sur place.

Je crois que lorsqu'il y aura une loi sur les investissements, avec les incitations fiscales, lorsqu'il y aura des garanties légales contre, par exemple, les expropriations sans indemnités, cela aidera beaucoup. Nous sommes l'un des pays qui encourageons le gouvernement cambodgien à adopter le plus vite possible une nouvelle loi sur les investissements. J'ai vu deux projets de loi, ils me paraissent libéraux et bons tous les deux. C'est maintenant une décision politique. Je crois que le prince Ranariddh et M. Hun Sen sont tous deux parfaitement conscients qu'il faut publier cette loi rapidement.

- les compagnies américaines viennent-elles voir ? Sont elles intéressées ? Y a-t-il des projets importants dans le

secteur bancaire ou autre ?

- il y a déjà beaucoup de banques ici ! D'ailleurs je me demande bien ce qu'elles font, j'ai des doutes. Quant aux sociétés américaines en général, leur intérêt pour le Cambodge est modéré. Elles ont à surmonter l'image que les médias en donnent : un pays en flammes ! Et puis le Cambodge par lui-même est un petit marché. 9 millions de gens : les sociétés sont attirées plutôt par des marchés de 40 ou 60 millions. Elles pensent qu'on peut être dans un pays voisin et vendre leurs produits en plus au Cambodge. La présence de deux pays plus grands de chaque côté rend les investisseurs peut-être plus réservés qu'ils ne devraient l'être.

Cependant une société d'ingénierie a ouvert un bureau ici il y a deux mois, et une autre compagnie, Intercore, a signé il y a un mois un contrat pour améliorer l'électricité à Phnom-Penh. J'espère beaucoup que ça va marcher. Je ne sais pas si l'investissement américain ici sera jamais important. Le "MFN" peut y aider. D'autre part un bureau économique permanent ouvrira en août prochain dans notre ambassade, il aura le même rôle que votre Con-

seiller commercial. S'il est possible d'attirer des investis-

le succès dépend du développement

sements américains dans ce pays, ce bureau le fera. De même, il augmentera le niveau des échanges entre le Cambodge et les Etats-Unis. Finalement, je crois qu'il est nécessaire que la communauté internationale continue à soutenir les premiers pas du Cambodge dans la démocratie et dans l'économie de marché. C'est une magnifique alternative à la poursuite de la guerre et des tueries. Et je peux affirmer aux Cambodgiens que les Etats-Unis continueront à soutenir le développement, la paix et la stabilité au Cambodge. Pour avoir assisté à toutes les conférences de l'ICORC, je peux vous dire qu'il en est de même pour toute la communauté internationale. Les Cambodgiens doivent maintenant prendre leurs responsabilités dans la gestion du pays. Nous autres sommes prêts à les aider, car personne ne souhaite le retour aux "killing fields". Et ceci dépend avant tout du développement économique de l'ensemble du pays, tout particulièrement du développement des zones rurales.

Le sens de cette formule (en anglais *Most Favoured Nation treatment*, ou MFN) n'est pas évident. Apparemment, cette clause est une faveur, qui consiste à accorder à un pays des privilèges exceptionnels en matière de droits de douane.

En réalité, ces "privilèges" ne sont pas exceptionnels, il s'agit au contraire de réductions accordées normalement par les Etats-Unis, depuis 1934, à tous les pays. En 1951 cependant, il a été décidé de suspendre ce statut vis à vis de tous les pays communistes (sauf la Yougoslavie). Le pays qui se voit accorder la "clause de la nation la plus favorisée" jouit en somme d'une situation normale, dont certains sont exclus à titre de punition, pour marquer le désaccord des Etats-Unis avec leurs comportements. L'exclusion du MFN n'est d'ailleurs que l'une -la principale- des "punitions" entraînées par ces comportements.

A partir de 1975, les pays exclus du MFN ont pu de nouveau y prétendre, s'ils

Qu'est-ce que la "clause de la nation la plus favorisée" ?

remplissaient certaines conditions commerciales, mais aussi s'ils respectaient certains droits de l'homme, en particulier s'ils accordaient à leurs concitoyens le droit d'émigrer (amendement Jackson-Vanik).

Depuis, le MFN a été accordé, au coup par coup, à la plupart des anciens pays communistes.

Fin décembre 1993, restaient exclus du MFN : Albanie, Cuba, Cambodge, Laos, Corée du nord, Libye (frappée par un embargo total), et Vietnam.

MFN et droits de l'Homme

Il semble que la politique américaine qui consiste à lier commerce international et droits de l'homme ("*nous vous accorderons le MFN si nous estimons que vous respectez suffisamment tel droit de l'homme*") pourrait prendre un tour nouveau. Winston Lord, adjoint du Secrétaire d'Etat Warren Christopher pour la zone Asie-Pacifique, s'est annoncé début mai, en faveur d'un radical changement de cap. Les discussions sur le renouvellement du MFN en faveur de la Chine, finalement accordé le 27 Mai 1994, et la résistance marquée de certain gouvernements asiatiques au projet d'APEC (voir *Cambodge Nouveau* n° 8), ont fait évoluer les esprits. Craignant de se rendre impopulaire en Asie, et sous la forte pression des milieux d'affaires américains, Washington pourrait choisir d'accorder désormais le MFN sans trop d'exigences concernant le respect des droits de l'homme.

enquête

LE SECTEUR

BANCAIRE

(suite)

Le capitalisme
au ras du sol

Les banques ont beau être nombreuses au Cambodge, comme on l'a vu (*Cambodge Nouveau* n° 8) elles ne touchent qu'une petite partie de la population qui voudrait emprunter : celle qui peut présenter des garanties. Il est bien vrai que "les banques ne prêtent qu'aux riches". Au Cambodge la majorité des gens sont très pauvres, et bien incapables de présenter des biens immobiliers en garantie d'un emprunt, ils se trouvent exclus du circuit bancaire. Quant au "marché noir", il répond aux besoins très ponctuels de ceux qui veulent réaliser des "coups" sur un temps très court, deux ou trois mois en général. C'est là de la spéculation, non du "capitalisme" : il n'y a ni création d'entreprise, ni invention d'un produit ou d'un service, ni création d'emplois, ni service rendu à la société.

Reste donc à aider les potentiels créateurs d'entreprise cambodgiens à se procurer les moyens qui leur permettront d'entreprendre. Cette action au ras du sol est encouragée et organisée par des ONG : l'ACLEDA (Association of Local Economic Development Agencies), dont les prêts s'adressent aux gens des villes, le GRET (Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques) spécialisé dans les prêts aux gens des campagnes, etc ...

Il ne s'agit donc pas de "banques" proprement dites, mais de systèmes qui permettent aux moins fortunés d'accéder

au crédit, comme si les banques se mettaient à leur portée.

Dans les villes

L'ACLEDA est financée par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), le BIT (Bureau International du Travail), et le gouvernement danois. Son activité a réellement commencé début 1993. Il existe actuellement cinq LEDA ("agences locales de développement économique") : à Phnom-Penh, Kompong Cham, Battambang, Sisophon et Siem Reap. Une sixième LEDA est en préparation à Takéo-Kampot.

Les principes : ces prêts sont essentiellement destinés aux gens sans ressources, aux femmes seules, aux rapatriés, aux handicapés ou aux soldats démobilisés, qui veulent monter une petite entreprise (celle-ci peut aller de la récupération de canettes pour fabriquer des réchauds, à la confection de confitures ... à la création d'un garage), mais n'ont pas les moyens qui leur permettraient de commencer.

Deuxième principe : les prêts sont obligatoirement accompagnés d'une formation.

Les prêts

Montant : en principe, de 200 à 2000 dollars.

Les garanties demandées : en principe une personne doit se porter garante pour le ou les demandeurs, à hauteur du montant du prêt. Ces garanties doivent être assorties d'une propriété, d'un salaire, ... Mais comme 99,9 % des prêts sont accordés pour des activités entrant dans le secteur informel, le montant des prêts ne dépasse pas 80 dollars (en riels) et les exigences de garanties sont moindres.

Les intérêts sont de 8 % par mois pour le micro-commerce, en raison des fluctuations du riel; pour les petites entreprises, ils sont de 10 % par an.

Les taux de remboursement

sont remarquablement élevés : 95 % des prêts accordés.

La formation

Tous ceux qui désirent bénéficier d'un prêt doivent suivre une formation au commerce, offerte par les LEDA. Ils apprennent à faire une étude de marché, ce qu'est un prêt, comment rembourser, comment économiser, ...

Les cours durent 6 heures pour le micro-commerce (prêts à hauteur de 80 dollars, en riels); 6 jours pour les petites entreprises si le capital prêté est compris entre 200 et 2000 dollars; 3 jours seulement si le capital prêté est inférieur à 200 dollars.

A la fin de la session, les élèves bâtissent avec le responsable des cours un plan de financement, et c'est en fonction de celui-ci que le prêt est, ou non, accordé.

Les LEDA visitent une fois par semaine les entreprises créées grâce à leurs prêts.

Entre janvier et fin avril 1994, 1264 personnes, dont 60 % de femmes, sont venues suivre des cours dans un centre LEDA pour monter une petite entreprise. 568 prêts ont été accordés, pour un total de 342.714 dollars. A noter : certains ont déjà les capitaux nécessaires, et viennent simplement suivre les cours. Pendant le seul mois de février, 1586 personnes sont venues suivre des cours pour le micro-commerce. Actuellement tous les centres LEDA sont comblés. Une raison du succès : même les illettrés y ont accès.

L'Association LEDA vient de lancer une formule originale : un système de prêts communautaires. La LEDA sélectionne ceux qui dans le secteur informel se montrent les plus efficaces, et leur accorde une somme à un taux de 1 % par mois, destinée à être prêtée à d'autres personnes. A un taux de 8 % cette fois. Le gain retiré

(Suite page 6)

A. PROPOS ...

(Suite de la page 2)

peinture, une activité qui semble très prometteuse.

Presse

"Je suis un peu déçu par la presse locale, dit M. Khieu Kanharith, vice-ministre de l'Information. Elle ne sait pas utiliser la liberté qu'elle a, et les journaux khmers ne savent pas améliorer leur statut social. Il n'y a que très peu de journaux sérieux. Le chantage, la diffamation, les fausses nouvelles sont très fréquents. La justice, qui devrait normalement sanctionner, ne fonctionne pas. Elle ne peut intervenir que trop tard : le mal est fait. Une solution serait d'aider les journaux, pour leurs frais d'impression. Mais je crois davantage qu'il faut les convaincre. Le public lui-même, avide aujourd'hui de nouvelles sensationnelles, apprendra peu à peu à mieux choisir, son niveau intellectuel montera.

"Je crois surtout à la radio et à la télévision comme moyens éducatifs. La radio suit une évolution satisfaisante, il y a des demandes pour créer des stations nouvelles. Pour la télévision, il faut être restrictif, car la télévision privée basée sur la publicité repose sur un petit marché, et risque de diminuer les ressources disponibles. Je voudrais que les émissions soient plus éducatives. J'ai demandé à l'ambassade de France des films français (par exemple les séries de Cousteau, des films sur la préservation de l'environnement, que l'on traduirait en khmer).

"D'une façon générale l'évolution des médias est bonne. Nous avons obtenu qu'il n'y ait pas de films violents avant 9 ou 10 heures le soir. Il n'y a aucune pornographie. A la télévision nationale, il n'y a jamais de violence, et je sais que le Roi l'apprécie".

CDC, BOI, CRDB

Le Conseil de Développement du Cambodge, le Board of Investments et le Comité de Développement et de Reconstruction du Cambodge ont commencé à s'installer à l'ancien siège de l'APRONUC, le "Palais du Gouverneur", près du Wat Phnom.

(Suite page 6)

A PROPOS ...

(Suite de la page 5)

Code des Investissements

Le moment approche où l'Assemblée va avoir à se prononcer sur les projets de Code des Investissements. Le dernier texte proposé suscite chez les professionnels qui l'ont examiné plusieurs critiques :

- 1) tout investisseur doit demander au "board of Investments" une autorisation d'investir, même s'il ne demande aucune dérogation ou privilèges particuliers. C'est un processus bien compliqué, qui donne au BOI trop de pouvoirs;
- 2) le BOI selon ce projet a le pouvoir d'autoriser des investissements, d'octroyer des dérogations, sans recours possible pour ceux qui s'estimeraient lésés : il y a là un risque d'arbitraire;
- 3) certaines activités ne seront pas autorisées : le projet ne précise pas lesquelles.

déblocages

L'éditorial de notre numéro 8, intitulé "BLOCAGES", n'a pas plu à M. Xavier d'Abzac. Il nous l'a exprimé dans des termes très vifs qui dépassaient probablement sa pensée. Il a "exigé un droit de réponse dans notre numéro 9, en lieu et place de cet éditorial, de la même longueur et dans les mêmes caractères".

Nous le lui accordâmes bien volontiers. En ces temps difficiles que traverse le Cambodge, tous les points de vue doivent pouvoir être rendus publics.

Nous pensons quant à nous que la situation au Cambodge est actuellement bloquée. Nous ne savons pas qui bloque. Mais nous croyons savoir qui débloque.

bénéfices

Si l'impôt sur les bénéfices est bien fixé à 20 % comme on s'y attend, il sera l'un des plus faibles de la région. Il est de 40 % au Laos, de 30 % en Malaisie, de 27 % à Singapour, de 25 % au Vietnam et à Taïwan, ... de 17,5 % seulement à Hong Kong.

CFD

Précision : à la suite de notre enquête sur les banques (Cambodge Nouveau n° 8), la Caisse Française de Développement ajoute aux informations qui étaient données : la CFD n'est pas une banque commerciale mais une banque de développement. Les crédits

(Suite page 7)

(Suite de la page 5)

du versement des intérêts ira à la caisse communautaire et accroîtra ainsi les disponibilités de ses membres.

Au nombre de ses réalisations, l'ACLEDA souligne le succès de l'usine de pneus de bicyclette de Kompong Cham. La qualité des pneus est supérieure à celle des pneus vietnamiens, sans atteindre en-core tout à fait celle des pneus thaïlandais. La LEDA de Siso-phon a permis la création de deux garages automobiles et de 2 menuiseries. Chacune de ces petites entreprises emploie de 5 à 10 personnes et semble se bien porter.

Dans les campagnes

On sait à quel point l'endettement des paysans cambodgiens, victimes traditionnelles des usuriers, est un obstacle au développement rural. Le GRET (Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques), qui ne fait que du crédit rural, a mis au point un système de prêts transparent, qui rend les paysans à la fois solidaires et responsables.

Le montant des prêts s'élève à 20 ou 30 dollars (en riels), par personne. Ils sont utilisés soit pour acheter des engrais pour la saison du riz, soit pour monter un petit élevage, soit encore, dans les régions de palmiers à sucre, pour acheter du combustible.

Le système est à la fois collectif et individuel : les prêts (sous forme de dons) sont accordés à la caisse d'un village, par cycles de 6 à 10 mois. A la fin du cycle, toutes les personnes ayant bénéficié d'un prêt doivent l'avoir remboursé, plus les intérêts de 5% par mois - pour qu'un nouveau cycle démarre.

Dans un village donné, un cycle démarre pour un groupe de 60 personnes, divisé lui-même en petits groupes de cinq personnes, qui sont

solidaires, chacune garantissant le prêt des autres membres du groupe. Lorsque tous les prêts ont été remboursés, commence le second cycle.

L'intérêt est capitalisé et prêté de nouveau, au même taux de 5 % par mois. Il sert aussi à couvrir les frais de structure, c'est à dire les salaires des agents de crédit, du caissier, ... sont couverts par l'intérêt.

Si d'autres personnes dans le village expriment le désir de bénéficier également d'un prêt ou si le système est étendu aux villages voisins, le GRET fera un nouveau don à la caisse communautaire.

Le GRET travaille dans trois provinces, c'est à dire dans 12 districts, mais cette Association a formé d'autres ONG à ses techniques de crédit rural :

Action Nord-Sud, CARERE, CRS, UNICEF, CIDSE, CONCERN, CARE, CARITAS, PADEK, ISA, ...

Les prêts aux femmes

On estime qu'au Cambodge 25 à 30 % des foyers sont dirigés par des femmes seules. Dans la population de 15 à 40 ans, la proportion des femmes atteint 60 %. Ce déséquilibre diminue cependant avec la montée des nouvelles générations; le problème des femmes chefs de famille et veuves disparaîtra progressivement.

En attendant, c'est aux femmes que s'adresse le système de prêts ruraux que l'UNICEF a organisé, en s'appuyant sur le réseau constitué par l'Association des Femmes Khmères. Les prêts sont destinés à les aider dans leur propre activité, ou pour celle qu'elles ont avec leur mari.

Entre 1990 et fin 1993, les prêts ont bénéficié à plus de 10.000 emprunteuses, appartenant à environ 200 villages, 17 provinces, et 60 districts. Depuis 1993, avec l'apparition d'autres ONG pratiquant ces prêts, l'UNICEF se cantonne à

ces 60 districts.

Les femmes formées par l'UNICEF, forment à leur tour les villageois aux notions de crédit, d'intérêts, et les aident à constituer le comité de village qui gère la caisse et supervise toute l'organisation. Depuis les élections, toute la structure a été reprise par le Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine.

Les prêts, comme dans le système du GRET, sont accordés à des groupes de 5 villageois, solidaires à hauteur du montant du prêt. C'est le comité de village qui décide, en fonction de la capacité des candidats, d'accorder le prêt.

Le montant des prêts oscille en général entre 50 000 et 100 000 riels. Il ne peut excéder 150 000 riels. La durée : au maximum un an. Ce sont les villageois qui choisissent le mode de remboursement. Les intérêts sont de 5 % par mois, taux abaissé à 3 % dans certaines provinces. Le comité de village capitalise les intérêts versés par les villageois, il peut ainsi financer ses structures et octroyer de nouveaux prêts. Le taux de remboursement est de 95 % estime l'UNICEF, les non-remboursements s'expliquant par des événements graves : incendie, décès, ...

Le capital donné par l'UNICEF atteignait fin décembre 1993 : 890,6 millions de riels; l'intérêt collecté 112,1 millions de riels; la rémunération versée au comité de gestion du village : 5,1 millions de riels. Fin mai 1994, avec les intérêts collectés depuis le début de l'année, la somme totale en circulation dépasse 1 milliard de riels.

A quoi servent les prêts dans la pratique ? Entre 1990 et 1993, plus de la moitié des femmes (52 %) ont emprunté pour des activités agricoles : riz, légumes, sésame, maïs, tabac, pêche, élevage, ...; 21 % ont emprunté pour des petits

(Suite page 8)

(Suite de la page 6)

distribués dans le cadre des AIPB ont un caractère très sélectif, dont les conditions de taux ne sont pas fixés à l'avance.

Siem Reap

Deux études, financées par la Caisse Française de Développement, vont être entreprises pour définir quatre ou cinq projets concrets dans les domaines de l'urbanisme et du tourisme à Siem Reap. Le ministre d'Etat Van Molyvan est à Paris pour choisir les bureaux qui en seront chargés. Ces études de faisabilité, qui dureront de trois à six mois, détermineront par exemple les normes d'urbanisme, les types d'hôtels, l'aménagement de l'aéroport, les besoins en matière d'électricité, ... en fonction des contraintes (respect du site ...) et en fonction des options du gouvernement. Elles seront menées en relations étroites avec l'UNESCO, l'EFEO, les bailleurs de fonds : le Japon, la France ...

Armes

Le gouvernement cambodgien a envoyé à la France une demande officielle d'aide en matière d'armements, écrit la *Far Eastern*

Economic Review du 2 juin : la liste comporte des hélicoptères de combat, des chars, des armes légères et des munitions. Des demandes semblables seraient envoyées à l'Australie et aux Etats-Unis.

financement des infrastructures

Le gouvernement ne devrait pas signer des contrats concernant la réhabilitation des infrastructures avec des firmes privées avant d'en référer aux organismes bailleurs de fonds internationaux, estime le représentant de l'un de ces organismes. Comme ces réhabilitations ne sont pas rentables, les firmes privées se tournent ensuite, mais trop tard, sans que les études de faisabilité préalables aient été faites, vers les bailleurs de fonds internationaux.

Le système des "concessions", qui consiste pour les firmes privées à se rémunérer en faisant payer le consommateur, aboutit le plus souvent à des hausses de prix à la consommation, que les gouvernements ne sont pas disposés à accepter.

CONJONCTURE

Lilly Saxer

directrice Diethelm Travel

La saison touristique qui s'achève a été bonne; de janvier à avril nous avons eu 400 visiteurs par mois, en moyenne; en gros 3000 pour l'année, sans doute un peu moins que l'année dernière. Il est difficile de dire s'il y a des annulations dues à l'insécurité : c'est notre maison-mère à Bangkok qui nous envoie nos clients -en majorité des Européens et des Américains. Beaucoup de facteurs influent sur le nombre des touristes : la fin de la saison, mais aussi la crise en Europe, les phénomènes de mode (actuellement l' "Indochine" est à la mode), l'image que donnent les médias ... Nous avons déjà des réservations pour la fin de l'année et jusqu' à fin 1995, comme il est normal.

Le Cambodge est une

destination plutôt chère, et les services ne sont pas encore au niveau international. Cependant les touristes repartent contents, ils sont compréhensifs, ils retiennent surtout : Angkor, et la gentillesse des gens.

Pour l'instant, il n'est pas possible d'envoyer les touristes sur les plages : l'infrastructure, notamment hôtelière est très insuffisante. Phnom-Penh et Angkor restent les seules destinations, et le plus souvent le Cambodge fait partie d'un circuit Vietnam, Laos, Cambodge. Le Cambodge n'est que rarement encore une destination par lui-même.

Toute reproduction, par quelque procédé que ce soit, des articles publiés par **Cambodge Nouveau** est strictement interdite.

CAMBODGE NOUVEAU

LE JOURNAL DES GENS QUI COMPTENT

Groupe SCAC - DELMAS VIELJEUX

SDV

Tranports Internationaux Air/Mer

Projets clefs en main

Agences SCAC et TTA dans 130 paus

Agents CGM et DELMAS por le Cambodge



LA FORCE D'UN RESEAU MONDIAL

Au VIETNAM:

SDV-TTA: 4-6 Ho Tung Mau Street
3ième étage, Ho Chi Minh City
Tel: (848) 298 333 / 291 477
Fax: (848) 231 400

Au CAMBODGE:

SDV 26-28 Bd Sothearos
1er étage, Phnom Penh
Tel: 27955
Mobile 015 912210
Fax: 855 23 27 955

speaker's Corner

Libres propos d'un diplomate

Un ambassadeur en poste à Phnom-Penh a exprimé pour *Cambodge Nouveau* les commentaires suivants. Il tient à rester anonyme pour que ses opinions personnelles n'engagent en rien son pays.

Les événements de ces dernières semaines n'ont nullement démenté la force des Khmers rouges, surpris eux-mêmes de l'ampleur de leur succès, ils ont prouvé la faiblesse du gouvernement de Phnom-Penh, et la totale désintégration de l'armée. La faiblesse du gouvernement tient à mon sens à deux causes : les désaccords au sein du gouvernement lui-même, et les critiques que le Roi lui a adressées. Ces critiques ont porté sur la politique du gouvernement vis-à-vis des khmers rouges, et sur son attitude vis-à-vis de la presse. Fondées ou non, elles ont miné le prestige du gouvernement, à l'intérieur comme à l'étranger. Norodom Sihanouk a été très habile dans la critique, mais ayant pris la responsabilité

de diminuer les forces du gouvernement, il n'avait pas le pouvoir d'en assumer les conséquences.

Pour les désaccords au sein du gouvernement, ils viennent des faiblesses de chacun des deux grands partis : au FUNCINPEC, on manque d'idées réalistes sur la situation du Cambodge, on ne connaît pas le peuple, ni les problèmes économiques. Et puis l'on n'y a aucune expérience du pouvoir ni des responsabilités, jusqu'au niveau des ministres ! C'est un parti très divisé, malade, qui n'est plus rassembleur, qui ne peut jouer de rôle important que s'il collabore avec le PPC.

Côté PPC, le problème c'est le lobby militaire. Il ne faut pas le laisser se développer, devenir un pouvoir indépendant. C'est une menace croissante. Il y a 2950 généraux, ils sont à li-moger en totalité. L'armée,

actuellement, c'est plutôt des bandes. Livrer des armes à cette armée ne servirait à rien. Il faut, avant de donner des armes, exiger qu'elle soit totalement transformée, modernisée. Ne pas chercher le nombre, les effectifs, mais l'efficacité. Le gouvernement osera-t'il toucher à l'armée ?

L'action anti-gouvernementale du Roi a eu cependant des conséquences heureuses : le gouvernement est contraint à travailler bien mieux, s'il veut mériter d'être "gouvernement royal", et n'être pas contraint à remettre tous les pouvoirs au Roi. Une autre conséquence

heureuse : les deux Premiers ministres sont contraints à se rapprocher encore.

Les vrais investisseurs ne sont pas encore arrivés

De toutes façons, je ne crois pas que remettre tous les pouvoirs au Roi soit une alternative envisageable : il ne dispose pas d'une équipe gouvernementale de rechange. Il n'en existe pas. Les plus compétents des Cambodgiens ne sont pas revenus. La plupart de ceux qui sont revenus ne sont pas compétents, ce sont des aventuriers. Sam Rainsy est le seul qui parle des vrais problèmes, qui ne sont pas politiques, mais économiques et financiers.

On devrait laisser les Khmers rouges tout le temps qu'il faudra : 3 ans, 4 ans ... et se concentrer sur le programme rural et le développement économique. Si l'économie se développe, les khmers rouges perdront le soutien de la population. Les Thaïs commerceront avec les non-khmers rouges, et les khmers rouges eux-mêmes, s'ils y voient leur intérêt, quitteront les maquis.

Le risque en attendant est que les sommes promises par les sponsors à la Conférence de Tokyo n'arrivent que partiellement. Mais si elles arrivent, elles décideront les vrais investisseurs à venir au

Contre les khmers rouges : développement rural

Cambodge, succédant aux spéculateurs que l'on a vus s'installer jusqu'à présent. L'arrivée des vrais investisseurs, c'est à dire les sociétés privées qui risquent leurs propres moyens, voilà une perspective optimiste en matière économique. Dans le domaine politique, être optimiste c'est envisager que, le moment venu, Ranariddh devienne Roi, mais sans pouvoirs, et que Hun Sen, qui selon moi a de l'envergure, qui est peut-être le seul à en avoir, devienne Premier ministre et qu'on le laisse travailler.

le gouvernement osera-t'il toucher à l'armée ?

Hun Sen a l'envergure d'un vrai Premier ministre

(Suite de la page 6)

commerces (épicerie de village, revente de produits au marché, nourriture préparée (gâteaux, soupe, ...); 17 % pour des activités artisanales (tissage de coton et de soie, nattes, paniers, poterie, outils, ...); 8 % pour la transformation de produits agricoles (sucre de palme, poisson, ...); et 2 % pour des services : transport, réparation de bicyclettes).

On peut ajouter que dans trois provinces, les emprunteuses ont formé des "groupes d'épargne" : chaque mois, chacune épargne une certaine

somme, et la somme totale peut ainsi être prêtée à un taux préférentiel à un membre du groupe, ou bien à un taux plus élevé à quelqu'un de l'extérieur.

Ainsi se répand le "capitalisme au ras du sol". Il permet à des gens qui ont de l'initiative et des capacités, mais pas de moyens financiers, d'entreprendre, et d'améliorer ainsi leur niveau de vie.

L'avenir du Cambodge dépend sans doute tout autant de la réussite et de la multiplication de ces expériences modestes, que des batailles les plus spectaculaires

enquête Anne Rapp



Directeur de la publication :

KongPhirum

Rédacteur en chef : **Alain Gascuel**

Enquête : **Anne Rapp**

Mise en page : **Yves Cassagne**

Impression : **CI-C**

Cambodia Informatics Center

10 rue Louis Em (ex 282) - BP 836 Phnom Penh
Royaume du Cambodge
tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU
est vendu exclusivement sur abonnement

Exemplaire gratuit et tarif des abonnements sur demande
Publicité : tarifs sur demande